

RAPPORT N° 412 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE LE 5 NOVEMBRE 2023

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 28 octobre au 4 novembre 2023 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au cours de cette période, au moins une (1) personne a été assassinée au cours de cette période dans la province de Bubanza.

Le rapport déplore aussi le cas d'un (1) militant du parti CNL (Congrès National pour la Liberté) qui a été enlevé par un officier de la police en province de Bubanza.

1. Atteinte au droit à la vie

- Dans la matinée de lundi 30 octobre 2023, un corps sans vie d'un homme non identifié a été retrouvé dans une rizière au village 5 de la colline et zone de Buringa, en commune de Gihanga de la province de Bubanza (ouest du Burundi).

Selon des témoins de la découverte macabre, le corps de la victime avait été décapité par des individus non identifiés qui l'ont également dépouillée de ses chaussures. Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'hôpital de Bubanza par l'administrateur de la commune de Gihanga, mais aucune enquête n'a été ouverte pour identifier la victime et les auteurs de ce crime odieux.

SOS-Torture Burundi demande l'ouverture d'une enquête approfondie pour découvrir les auteurs de l'assassinat et les traduire devant la justice.

2. Cas d'enlèvement ou de disparition forcée

- Une information parvenue à SOS-Torture Burundi révèle qu'au crépuscule de vendredi dernier 27 octobre 2023, vers 18 heures, un boucher et militant du Congrès National pour la Liberté (CNL) connu sous le nom de Jérôme Ndikuriyo a

été enlevé au niveau de la 12^{ème} avenue de la colline et zone de Buringa en commune de Gihanga de la province de Bubanza (nord-ouest du Burundi) par le commissaire communal de la police à Gihanga prénommé Marc.

Selon des témoins, Jérôme Ndikuriyo, originaire de la province de Gitega (centre du Burundi), a été embarqué à bord d'une camionnette pick-up de la police vers une destination inconnue.

SOS-Torture Burundi déplore la recrudescence de cas d'enlèvements commis par des agents de la Police nationale du Burundi et demande aux autorités policières de révéler le sort de Jérôme Ndikuriyo et de prendre des sanctions administratives et pénales contre les auteurs de ces infractions, y compris le commissaire communal de la police à Gihanga, afin de décourager ce phénomène criminel en phase de devenir le *modus operandi* des arrestations arbitraires ou de disparitions forcées.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.